



CHARLEROI
PERMIS
D'ENVIRONNEMENT

DATE
26 OCT. 2020

PAGE
1

REÇU LE 02 NOV. 2020

SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Rue des Frères Wright 8
6041 Gosselies

PAR RECOMMANDÉ AVEC
AVIS DE RÉCEPTION

V/REF :
Néant
N/REF :
P.ENV/SA/NBA/PE/2020/0015

OBJET :
Permis d'environnement - Décision
Localisation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, Rue des Fusillés à 6040 Jumet
Demandeur : SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Dossier n° PE/2020/0015

Messieurs,

En vertu des dispositions reprises à l'article 35 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, nous vous adressons la décision du Collège communal prise en séance du 20 octobre 2020.

Pour votre bonne information, un recours contre la décision du Collège communal précitée vous est ouvert auprès du Gouvernement wallon. Les modalités de recours figurent dans la décision précitée.

Par ailleurs, vous trouverez ci-annexé le courrier qu'il vous reviendra d'envoyer lorsque vous fixerez la date de mise en œuvre de votre permis et ce conformément à l'article 10 de celui-ci.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et vous prions de croire, Messieurs, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Le Directeur général,
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général

Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Eric GOFFART,
2ème Echevin

CONTACT
Kenny PETIT
Assistant technique
permisenvironnement@charleroi.be

Place Jules Destrée
6060 GILLY
T. 071 86 39 13
F. 071 86 39 30

ANNEXES

1° Décision du Collège communal
2° Courrier relatif à la mise en œuvre

DATE

Collège communal de la Ville de Charleroi
Service du Permis d'Environnement
Place Charles II
6000 Charleroi

V/REF :
P.ENV/SA/NBA/PE/2020/0015
N/REF :

OBJET :
Permis d'environnement - Mise en œuvre
Localisation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, Rue des Fusillés à 6040 Jumet
Exploitant : SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Dossier n° PE/2020/0015

A l'attention de Monsieur Frédéric DEFRISE, Responsable du Service,

Monsieur,

En vertu de l'article 10 de mon permis du mardi 20 octobre 2020, stipulant que :
« L'exploitant est tenu de porter à la connaissance du Collège communal et du Fonctionnaire technique du Service Public de Wallonie (...), la date fixée pour la mise en œuvre du permis d'environnement au moins 15 jours avant celle-ci », je vous informe que la date de mise en œuvre de celui-ci est fixée au

Je vous souhaite bonne réception de la présente et vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.

DATE

SPW - Agriculture, Ressources naturelles et
Environnement
Département des Permis et Autorisations
Direction de Charleroi
Rue de l'Ecluse 22
6000 Charleroi

V/REF :
31621 & D3400//RGPED/2020/33/FVA/bv-PE
N/REF :

OBJET :
Permis d'environnement - Mise en œuvre
Localisation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, Rue des Fusillés à 6040
Jumet
Exploitant : SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Dossier n° PE/2020/0015

A l'attention de Monsieur Daniel VANDERWEGEN, Fonctionnaire technique,

Monsieur le Fonctionnaire technique,

En vertu de l'article 10 de mon permis du mardi 20 octobre 2020, stipulant que :
« L'exploitant est tenu de porter à la connaissance du Collège communal et du Fonctionnaire
technique du Service Public de Wallonie (...), la date fixée pour la mise en œuvre du permis
d'environnement au moins 15 jours avant celle-ci », je vous informe que la date de mise en
œuvre de celui-ci est fixée au

Je vous souhaite bonne réception de la présente et vous prie de croire, Monsieur le
Fonctionnaire technique, à l'expression de ma considération distinguée.

PROVINCE de **HAINAUT**

ARRONDISSEMENT de **CHARLEROI**

VILLE de **CHARLEROI**

SECTION de **Jumet**

**Arrêté du Collège communal
en séance du mardi 20 octobre 2020**

PERMIS D'ENVIRONNEMENT

N° de dossier : PE/2020/0015

Etablissement de classe 2

Procédure d'instruction de classe 2

Catégorie de projet C (Projet sans Etude d'Incidences sur l'Environnement)

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1123-23 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, M.B., 18 octobre 2020 ;

Vu le décret de la Région wallonne du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux, M.B., 16 octobre 2020 en son article 1er ;

Vu la décision du Collège communal de la Ville de Charleroi du 13 octobre 2020 arrêtant la procédure à suivre pour la tenue des séances du Collège communal ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu les prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III ;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés ;

Vu le Règlement Général sur les Installations Électriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ci-après « décret » ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et de la faune sauvage ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages ;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1er, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1er, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 adoptant définitivement le schéma de développement de l'espace régional ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code de l'Eau ;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement : dispositions communes et générales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018 adoptant le Plan Wallon des Déchets-Ressources ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols ;

Vu le Règlement communal du 26 avril 2010 sur la préservation des arbres lors de chantiers publics ou privés ;

Vu le Règlement communal du 21 février 2011 sur la conservation de la nature relatif à l'abattage et à la protection des arbres et des haies ;

Vu le Règlement communal du 21 février 2011 sur la conservation de la nature relatif à la protection, la plantation et le remplacement de haies à Charleroi ;

Vu le Règlement communal du 25 avril 2016 relatif aux terrasses du secteur HORECA et aux enseignes ;

Vu le Règlement Général de Police du 2 septembre 2019 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme du 27 juillet 2005, pour un terme fixé au 29 juillet 2025, octroyant sur recours le permis d'environnement visant l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud doté d'une piste unique de 2.550 mètres de long et de 45 mètres de large, axée 07-25 ;

Vu la demande de permis d'environnement introduite le 1er juillet 2020 auprès du Collège communal de la Ville de CHARLEROI, par laquelle la SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT, ci-après « l'exploitant », sollicite l'autorisation pour :

Demande de permis d'environnement visant l'exploitation de salles événementielles situées dans le terminal Sud de l'Aéroport de Charleroi d'une capacité d'accueil totale de 620 personnes.

Lieu d'exploitation : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, rue des Fusillés à 6040 Jumet ;

Vu la décision sur le caractère complet et recevable de la demande rédigée par le Fonctionnaire technique du Service Public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Charleroi au sens de l'article 20 du décret, envoyée le 13 août 2020 dans le délai prescrit et réceptionnée par le Collège communal le 17 août 2020 ;

Vu l'avis d'enquête publique précisant que la demande est soumise aux formalités prescrites aux articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique du 22 septembre 2020 ;

Vu le rapport de synthèse rédigé par le Fonctionnaire technique au sens de l'article 32 du décret, envoyé le 5 octobre 2020 dans le délai prescrit et réceptionné par le Collège communal le 6 octobre 2020 ;

Vu le rapport du service du Permis d'Environnement du mercredi 14 octobre 2020 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Considérant que la demande de permis a été envoyée au Fonctionnaire technique le 23 juillet 2020 et réceptionnée le 24 juillet 2020 ;

Considérant que le Fonctionnaire technique, dans la décision sur le caractère complet et recevable de la demande et conformément à l'article D.65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, décide que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et que la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas obligatoire ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 29 août 2020 au 14 septembre 2020 ; que l'affichage de l'avis d'enquête publique a eu lieu du 24 août 2020 au 14 septembre 2020 ;

Considérant qu'il résulte du procès-verbal de clôture de l'enquête publique qu'aucune réclamation ni observation, orale et écrite, n'a été formulée pendant la durée de l'enquête ;

Considérant le rapport de synthèse rédigé par le Fonctionnaire technique au sens de l'article 32 du décret ;

Considérant les avis suivants sollicités par le Fonctionnaire technique :

- 1° Service Public de Wallonie – Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme – Direction du Hainaut II – Fonctionnaire délégué.
- 2° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction de la Prévention des Pollutions.
- 3° Zone de Secours Hainaut-Est ;

Considérant l'avis favorable du 15 septembre 2020 du Fonctionnaire délégué, rédigé comme suit :

« Attendu que selon le plan de secteur de Charleroi adopté par l'arrêté royal du 10/09/1979, l'exploitation concernée se situe en zone sans affectation ;

Considérant le permis unique délivré par les Fonctionnaires technique et délégué, en date du 14/02/2005 pour la construction et l'exploitation d'une aérogare à l'adresse ici concernée (Réf. : F012/52011/PU/2004.25) ;

Considérant que la demande vise à autoriser l'organisation d'événements de type varié au sein d'une partie de l'ancien terminal (terminal sud) pour une capacité maximale de 620 personnes ;

Considérant que les différentes salles d'une superficie totale d'environ 2 300 m² (commodités incluses) sont modulables suivant le type d'événements et sont louées sans équipement spécifique ;

J'émet un avis favorable sur le principe de cette exploitation sous réserve du strict respect des dispositions requises en vue d'assurer pleinement la sécurité, de prévenir toutes nuisances et d'obvier aux inconvénients que pourraient présenter l'exploitation pour le voisinage. » ;

Considérant l'avis favorable conditionnel de la Direction de la Prévention des Pollutions, envoyé hors des délais prescrits, rédigé comme suit :

« 1. Examen de la demande

Il s'agit d'organiser des événements divers dans des salles de l'ancien terminal de Brussels South Charleroi Airport, d'une superficie totale d'environ 2.300 m² et d'une capacité d'accueil de 620 personnes.

L'établissement est sis en zone blanche, non affectée, au plan de secteur.

Les limites de la zone d'habitat la plus proche située au sud-est sont à plus de 400 m de distance.

2. Norme de niveaux sonores

2.1. Normes applicables

Le projet doit respecter l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 des conditions générales.

Le bruit des personnes n'est pas limité par les conditions générales.

En outre, l'article 18 alinéa 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 précise que : "Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction". Le bruit particulier lié à l'exploitation d'un établissement est donc examiné hors charroi.

La diffusion du son amplifié électroniquement occasionne une gêne supérieure à celle qui serait provoquée par un bruit industriel de même niveau sonore.

La Cellule Bruit estime que, pour protéger le voisinage habité d'un établissement diffusant du son amplifié électroniquement, les normes environnementales doivent être plus sévères. Elle propose habituellement à l'autorité compétente de les imposer via des conditions particulières, conformément à l'article 6, alinéa 1er, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de diffusion du son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public du 13 décembre 2018 (M.B. 21.02.2019) n'est pas encore entré en vigueur.

A ce jour, le niveau sonore maximum émis par la musique dans un établissement public ne peut dépasser 90 dB(A) (art.2 de l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique).

2.2. Analyse du projet

Les événements, de type varié, sont organisés au sein d'une partie de l'ancien terminal (terminal sud) de Brussels South Charleroi Airport pouvant accueillir environ 620 personnes au maximum.

Les différentes salles d'une superficie totale d'environ 2.300 m² sont modulables, suivant le type d'événements et sont louées sans équipement de sonorisation.

Les événements peuvent s'étendre sur la période de « nuit » des conditions générales.

Le bâtiment possède du simple vitrage. Il y a un sas d'entrée du côté de la rue (zone d'habitat).

Il n'y a pas de mitoyenneté.

2.3. Conclusions

Vu l'éloignement du site des zones d'habitat et la présence d'un sas d'entrée de ce côté, les normes de bruit figurant dans le tableau 1 des conditions générales et dans les conditions particulières proposées devraient pouvoir être respectées.

3. Avis

*La cellule bruit émet un avis **FAVORABLE** sous conditions.*

4. Conditions particulières d'exploitation

[Intégrées au dispositif]

5. Annexes

[...] » ;

Considérant l'absence d'avis de la Zone de Secours Hainaut-Est, au terme du délai fixé, donc réputé favorable (art. 30 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement) ;

Considérant que le Fonctionnaire technique propose au Collège communal d'accorder l'autorisation sollicitée, en octroyant le permis d'environnement sur base des éléments recueillis lors de l'instruction de la demande et repris au rapport précité, et selon la motivation suivante :

« Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

*Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'Administration communale le **1^{er} juillet 2020**, transmise par celle-ci au Fonctionnaire technique par envoi postal du **23 juillet 2020** et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du **24 juillet 2020** ;*

*Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **13 août 2020** par courrier du Fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;*

Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par l'exploitant et de l'instruction administrative que la demande vise à obtenir l'autorisation d'organiser divers événements dans une partie du terminal Sud de Brussels South Charleroi Airport (ancien terminal) ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

CHARLEROI : 23^e division ; section C ; n^{os} 210/3, 210C2 ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 92.32.02, Classe 2 :

Gestion de salles de spectacles (salles de théâtre, de concerts, cabarets, centres culturels et similaires), lorsque la capacité d'accueil est égale ou supérieure à 150 personnes et inférieure à 2 000 personnes ;

N° 92.34.01, Classe 2 :

Autres locaux de spectacles et d'amusement à l'exclusion des chapiteaux (dancing,...) dont la capacité d'accueil est supérieure à 150 personnes et qui sont équipés d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement.

Attendu que selon le plan de secteur de Charleroi adopté par l'arrêté royal du 10/09/1979, l'exploitation concernée se situe en zone sans affectation ;

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet rangent l'établissement en seconde classe; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

*Considérant, à ce sujet, qu'en date du **30 octobre 2018 [ndlr : lire 13 août 2020]**, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :*

« [...] La demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs.

Lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de la demande de permis d'environnement, il a également été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I^{er} du Code de l'environnement.

À l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur le bruit et la mobilité.

Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.

En effet, l'établissement est éloigné de toute zone d'habitation et le bruit ambiant dans les environs immédiats est particulièrement important.

En ce qui concerne la mobilité, un parking souterrain de 268 emplacements est existant ainsi qu'un parking en surface d'environ 170 places. De plus, en cas de forte influence, l'exploitant propose l'utilisation d'un autre parking du site avec la mise en place de navette.

En ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.

D'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.

La notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement.

Le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est donc pas nécessaire. [...] » ;

Considérant, en effet, que la demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que le projet porte sur l'organisation d'événements divers dans des salles d'un bâtiment existant d'une superficie totale d'environ 2 300 m² et d'une capacité d'accueil de 620 personnes ;

Considérant que l'établissement est sis en zone blanche, non affectée, au plan de secteur ; que les limites de la zone d'habitat la plus proche située au sud-est sont à plus de 400 m de distance ;

Considérant que les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 des conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 ;

Considérant que les événements organisés peuvent s'étendre sur la période de « nuit » des conditions générales ;

Considérant que la diffusion de son amplifié électroniquement occasionne une gêne supérieure à celle qui serait provoquée par un bruit industriel de même niveau sonore ;

Considérant que la Cellule Bruit estime que, pour protéger le voisinage habité d'un établissement diffusant du son amplifié électroniquement, les normes environnementales doivent être plus sévères ;

Considérant que ces normes peuvent être imposées via des conditions particulières du permis, conformément à l'article 6, alinéa 1er, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant que le bâtiment est éloigné des zones d'habitat ; qu'un sas à l'entrée du bâtiment peut empêcher des fuites de bruit vers ces zones ;

Considérant la présence d'un parking pouvant accueillir 268 véhicules ;

Considérant qu'il incombe à l'exploitant d'interroger la Zone de Secours de Hainaut Est quant aux moyens à mettre en œuvre dans l'établissement pour lutter efficacement contre tout risque d'incendie et de s'y conformer ; que le rapport établi par ledit service devra être transmis à l'autorité compétente ainsi qu'au Fonctionnaire chargé de la surveillance avant la mise en service de la salle événementiel ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

Considérant qu'il s'indique de donner une date certaine à la date d'échéance du présent permis; que celle-ci doit être identique à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire, à savoir le 02 mars 2025 [ndlr : lire 29 juillet 2025], conformément à l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; » ;

Considérant que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en son article 2, stipule que : « Dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution et de garantie des standards en matière de bien-être animal, le présent décret vise à assurer la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation, et à assurer le bien-être des animaux lorsqu'ils font l'objet des installations et activités de l'établissement visé.

Le présent décret vise notamment à contribuer à la poursuite des objectifs de préservation des équilibres climatiques, de la qualité de l'eau, de l'air, des sols, du sous-sol, de la biodiversité et de l'environnement sonore, et à contribuer à la gestion rationnelle de l'eau, du sol, du sous-sol, de l'énergie et des déchets. » ;

Considérant la description suivante de l'établissement :

Liste des installations, groupes d'installations, activités ou procédés			
Réf.	Description	Capacités nominales	Puissances électriques installées
I3S	Chaudières au gaz naturel	2 x 106 kW et 2 x 460 kW	
I7S	Groupes de ventilation (GP/GE 1, 3,4, 7 et 8)	6.280 m³/h, 18.255 m³/h, 16.500 m³/h et 2 x 15.000 m³/h	

I9S	Groupes de froid 1, 3 et 4	50 kW, 106 kW et 2 x 80 kW	
I18S	Parking souterrain	268 places	
I25S	Salles événementielles modulables	620 personnes	

Liste des dépôts		
Réf.	Déchets	Quantité en m ³ , kg, tonne, litre (éventuellement exprimée par an)
DD1	Déchets ménagers	30 m ³

Considérant que l'établissement comprend des installations et/ou activités visées par les rubriques suivantes de la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, arrêtée par le Gouvernement wallon le 4 juillet 2002 :

92 ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES

92.3 AUTRES ACTIVITÉS DE SPECTACLES ET D'AMUSEMENT

92.32 GESTION DE SALLES DE SPECTACLES (SALLES DE THÉÂTRE, DE CONCERTS, CABARETS, CENTRES CULTURELS ET SIMILAIRES)

Lorsque la capacité d'accueil est :

92.32.02 égale ou supérieure à 150 personnes et inférieure à 2.000 personnes (classe 2)

92 ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES

92.3 AUTRES ACTIVITÉS DE SPECTACLES ET D'AMUSEMENT

92.34 AUTRES ACTIVITÉS DE SPECTACLES ET D'AMUSEMENT (DANCING,...)

92.34.01 Autres locaux de spectacles et d'amusement (à l'exclusion des chapiteaux) dont la capacité d'accueil est supérieure à 150 personnes et qui sont équipés d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement (classe 2) ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement a notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement aux propriétaires et occupants des immeubles situés dans un rayon mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet, de cinquante mètres pour les projets de catégorie C ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement n'a pas notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement, aux titulaires de droits résultant de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol mentionnées dans la demande que le permis aurait pour effet d'éteindre ou de modifier, étant donné l'absence de tels titulaires de droits ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement a notifié un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique, par écrit et individuellement, aux Administrations publiques suivantes dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans le rayon de cinquante mètres :

- Service Public de Wallonie – Mobilité et Infrastructures – Département des Routes du Hainaut et du Brabant wallon – Direction des Routes de Charleroi. (Autoroute Charleroi-Bruxelles (E420) et Rue des Fusillés (N568) à 6040 Jumet)
- Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Technique et Économiques (IGRETEC)

Division	Section	Parcelle	Adresse	Nature
22	B	1039 E 9	Zoning Industriel - 1 ^{ère} rue à 6040 Jumet	Chemin
23	C	64 L 3	Rue du Cerisier à 6041 Gosselies	Champ Aviation
23	C	64 M 3	Route Nationale 5 à 6041 Gosselies	Métallurgie
23	C	64 P 3	Route Nationale 5 à 6041 Gosselies	Bât. Industriel
23	C	64 R 3	Route Nationale 5 à 6041 Gosselies	Bât. Industriel
23	C	64 S 3	Route Nationale 5 à 6041 Gosselies	Bât. Industriel

- Fluxys. (Canalisations à haute pression)

Société Wallonne des Aéroports

Division	Section	Parcelle	Adresse	Nature
23	C	165 M	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Sup. Bat. Indust.
23	C	171 G	Rue des Fusillés 17+ à 6041 Gosselies	Atelier Constr.
23	C	206 H 2	Chaussée de Fleurus à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	207 A 2	Chaussée de Fleurus à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	210 C 2	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	210 F	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Aéroport
23	C	210 H	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Garage Atelier
23	C	210 V	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Atelier
23	C	210 03	Rue des Fusillés à 6041 Gosselies	Parking
23	C	270 E	Rue Charles Lindberg 1+ à 6041 Gosselies	Aéroport

Considérant que Fluxys a remis un avis le 9 septembre 2020 mentionnant qu'elle n'a pas d'objection à la délivrance du permis ;

Considérant le procès-verbal de clôture de l'enquête publique visé ci-avant ;

Considérant que le Service du Permis d'environnement a sollicité les avis des services suivants :

- Police Locale de Charleroi.
- Le Fonctionnaire communal en charge de la planification d'urgence.
- Direction des Services Techniques - Division Propreté - Service S.O.S. Propreté.
- Zone de Secours Hainaut-Est ;

Considérant l'absence d'avis rendu par la Police Locale de Charleroi ;

Considérant l'absence d'avis rendu par le Fonctionnaire communal en charge de la planification d'urgence ;

Considérant l'absence d'avis rendu par le Service S.O.S. Propreté ;

Considérant l'absence d'avis rendu par la Zone de Secours Hainaut-Est ;

Considérant que le formulaire de demande de permis d'environnement permet d'appréhender l'activité et les conditions futures d'exploitation de l'établissement en projet ;

Considérant qu'il s'agit d'une demande d'extension d'un établissement dont l'exploitation est couverte par l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme du 27 juillet 2005, pour un terme fixé au 29 juillet 2025, octroyant sur recours le permis d'environnement visant l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud doté d'une piste unique de 2.550 mètres de long et de 45 mètres de large, axée 07-25 (réf. : PE/2004/0039) ;

Considérant que l'extension vise l'exploitation de salles destinées à accueillir divers événements avec une capacité d'accueil maximale de 620 personnes ;

Considérant que certains de ces événements nécessiteront la diffusion de musique amplifiée électroniquement ;

Considérant que les incidences sur l'environnement habituellement liées à ce type d'exploitation sont :

- Les nuisances sonores,
- La mobilité ;

Considérant la présence d'un sas à l'entrée du bâtiment destiné à limiter les nuisances sonores lors des entrées et sorties des occupants des salles ;

Considérant que la zone d'habitat la plus proche du bâtiment est située à environ 400 mètres de celui-ci ;

Considérant l'avis favorable conditionnel de la Cellule Bruit de la Direction de la Prévention des Pollutions ;

Considérant qu'afin de maintenir les niveaux de bruit à une charge normale de voisinage, l'exploitant devra respecter les limites du niveau de bruit à ne pas dépasser, différentes en fonction des périodes de la journée, telles qu'imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, Chapitre VII « Bruit » ;

Considérant de plus que l'exploitant devra également se conformer à toutes les dispositions requises en vertu de cet arrêté et plus particulièrement à celles du chapitre IV relatives à la prévention des accidents et incendies ;

Considérant la présence d'un parking de 440 emplacements pour véhicules automobiles ; qu'en cas de forte affluence un autre parking du site de Brussels South Charleroi Airport sera mis à disposition avec un système de navette ;

Considérant que l'absence de réclamation durant l'enquête publique permet de présumer que l'établissement s'avère compatible avec son voisinage immédiat ;

Considérant que les conditions d'exploitation imposées sont suffisantes pour répondre aux nuisances engendrées par ce type d'établissement ;

Considérant le rapport de synthèse du Fonctionnaire technique et sa motivation formulée, proposant à l'autorité compétente de délivrer le permis, subordonné au respect de conditions générales et particulières d'exploitation ;

Considérant la pertinence des conditions particulières proposées ;

Considérant que l'article 51, Section 3 - Durée de validité du permis, Chapitre VII - Contenu et effets du permis d'environnement - du décret relatif au permis d'environnement impose, lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement, un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire ;

Considérant dès lors qu'il reviendra à l'autorité compétente de fixer le terme du permis au 29 juillet 2025 ;

Considérant les effets du projet sur l'environnement et les mesures prévues en vue d'atténuer les effets négatifs sur l'environnement, décrits dans le formulaire de demande de permis d'environnement ;

Considérant les motivations et conclusions du rapport de synthèse du Fonctionnaire technique ;

Considérant que le Service du Permis d'Environnement remet un avis favorable sur la demande et propose au Collège communal d'accorder le permis d'environnement, pour l'établissement suivant :

Demande de permis d'environnement visant l'exploitation de salles événementielles situées dans le terminal Sud de l'Aéroport de Charleroi d'une capacité d'accueil totale de 620 personnes.

Localisation du bien : Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, Rue des Fusillés à 6040 Jumet

L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

1. Bâtiment
B2S : Terminal sud (S06 Terminal Business/Aviation Général - Tour de contrôle) ;
B10S : Parking souterrain ;
2. Installations, activités ou procédés
I3S : Chaudières au gaz naturel, 2 x 106 kW et 2 x 460 kW ;
I7S : Groupes de ventilation (GP/GE 1, 3,4, 7 et 8), 6.280 m³/h, 18.255 m³/h, 16.500 m³/h et 2 x 15.000 m³/h ;
I9S : Groupes de froid 1, 3 et 4, 50 kW, 106 kW et 2 x 80 kW ;
I18S : Parking souterrain, 268 places ;

I25S : Salles événementielles modulables, 620 personnes ;

3. Dépôts de déchets
DD1 : Déchets ménagers, 30 m³ ;

Sur proposition de l'Échevin des Entreprises et Indépendants,

Décide :

Article 1^{er}. Le permis est accordé, sous réserve du respect des autres dispositions légales et réglementaires et sans préjudice du droit des tiers, moyennant le respect des conditions d'exploitation précisées par la présente décision, pour l'établissement suivant :

Exploitation de salles événementielles situées dans le terminal Sud de l'Aéroport de Charleroi d'une capacité d'accueil totale de 620 personnes.

SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT

Lieu d'exploitation: Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies, Rue des Fusillés à 6040 Jumet

L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

1. Bâtiment
B2S : Terminal sud (S06 Terminal Business/Aviation Général - Tour de contrôle) ;
B10S : Parking souterrain ;
2. Installations, activités ou procédés
I3S : Chaudières au gaz naturel, 2 x 106 kW et 2 x 460 kW ;
I7S : Groupes de ventilation (GP/GE 1, 3, 4, 7 et 8), 6.280 m³/h, 18.255 m³/h, 16.500 m³/h et 2 x 15.000 m³/h ;
I9S : Groupes de froid 1, 3 et 4, 50 kW, 106 kW et 2 x 80 kW ;
I18S : Parking souterrain, 268 places ;
I25S : Salles événementielles modulables, 620 personnes ;
3. Dépôts de déchets
DD1 : Déchets ménagers, 30 m³ ;

Art.2. L'exploitant est tenu de respecter les conditions suivantes :

Prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III.

Règlement Général sur les Installations Électriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.

Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Décret du 5 décembre 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages.

Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

Arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2015 instaurant une obligation de tri de certains déchets.

Les conditions particulières d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

1. Conditions particulières relatives à la sécurité contre les incendies

L'exploitant respecte les prescriptions et les moyens de lutte contre l'incendie établis en accord avec la Zone de Secours Hainaut-Est. Il fait effectuer un contrôle de l'établissement à la fin des travaux et il transmet au Bourgmestre de Charleroi et au Fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport attestant de la mise en conformité de l'établissement.

Tous les cinq ans, l'établissement fait l'objet à la demande de l'exploitant d'une visite de la Zone de Secours Hainaut-Est. Une copie du rapport de visite rédigé par ladite Zone de Secours est transmise sans délai par l'exploitant au fonctionnaire chargé de la surveillance de l'établissement et au Bourgmestre de Charleroi.

2. Conditions d'exploitation relatives au bruit

CHAPITRE I^{er}. Sonorisation amplifiée électroniquement

Section 1^{re}. Généralités

Art. 1^{er}. Les normes acoustiques applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 2. Lors de toute production de musique, les fenêtres du local où le son est diffusé restent fermées en permanence. Les portes ne sont ouvertes que pour permettre l'entrée et la sortie des personnes.

Art. 3. Toute sonorisation amplifiée électroniquement à l'extérieur est interdite.

Art. 4. Les corrections pour bruit à caractère tonal ou impulsif ne s'appliquent pas aux limites des présentes conditions particulières.

Art. 5. Le bruit particulier lié à toute sonorisation amplifiée électroniquement produite dans l'établissement (musique, sonorisation de spectacles, animations, ...) doit respecter les conditions détaillées à la section 2 ci-après.

Le bruit ambiant résultant des personnes est pris en compte dans la mesure.

Section 2. Mesures dans l'environnement

Art. 6. Les mesures sont effectuées dans le voisinage habité, conformément à l'article 30 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 7. Le niveau continu équivalent pondéré A évalué sur une période de 15 minutes est inférieur à 35 dBA ($L_{A,eq,15min} < 35$ dBA)

Art. 8. Le niveau continu équivalent pondéré A relatif à tout intervalle de 1 seconde est toujours inférieur à 45 dBA ($L_{A,eq,1sec\ max} < 45$ dBA).

Art.3. L'exploitant d'un établissement observe les conditions d'exploitation générales, sectorielles et particulières applicables à son établissement.

Art.4. Indépendamment du permis délivré ou de la déclaration et sans préjudice des obligations imposées par d'autres dispositions, l'exploitant d'un établissement :

- 1° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier ;
- 2° signale immédiatement à l'autorité compétente et au fonctionnaire technique, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 ou toute infraction aux conditions d'exploitation ;
- 3° fournit toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien les actions visées à l'article D.146, 1°, 2° et 3° du Code de l'Environnement ;
- 4° informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d'activité au moins dix jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 5° informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les dix jours de son prononcé sauf cas de force majeure ;
- 6° est tenu de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement.

Sans préjudice de l'article 43 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les curateurs notifient, dès leur entrée en fonctions, à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement, la faillite de l'établissement lorsque celui-ci implique le stockage ou l'utilisation de produits, substances ou déchets dangereux.

Concomitamment, les curateurs procèdent à l'inventaire des produits et substances dangereuses et des déchets dangereux stockés dans l'établissement et prennent les mesures nécessaires pour éviter ou réduire les dangers, nuisances ou inconvénients. Ils transmettent sans délai la liste des produits, substances ou déchets relevés et la liste des précautions prises à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 2, les curateurs peuvent se faire aider, sous leur responsabilité, par toute personne qualifiée pour l'identification des produits, substances ou déchets présents sur le site, pour la rédaction de l'inventaire et pour la mise en oeuvre des mesures de précautions nécessaires.

Les curateurs agissent pour compte de la masse, et les dettes afférentes à l'accomplissement des missions visées au présent paragraphe en ce compris les mesures de précautions nécessaires sont à charge de la masse.

Les alinéas 1er à 3 s'appliquent dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Art.5. L'exploitant conserve, sur les lieux mêmes de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente :

- 1° l'ensemble des permis en vigueur ;
- 2° le registre des modifications intervenues ;
- 3° tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 4° et le cas échéant, la liste des incidents et accidents visés au point 2 de l'article précédent.

Art.6. La présente décision est exécutoire à partir du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la présente décision.

Art.7. Le permis d'environnement est accordé pour un terme fixé au 29 juillet 2025.

Art.8. Le permis d'environnement est mis en oeuvre dans un délai maximum de 2 ans à partir du jour où la présente décision devient exécutoire.

Toutefois à la demande de l'exploitant, l'autorité peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder deux ans.

Art.9. Le présent permis sera frappé de caducité s'il n'est pas mis en oeuvre avant l'expiration du délai fixé ou si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Art.10. L'exploitant est tenu de porter à la connaissance du Collège communal et du Fonctionnaire technique du Service Public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Charleroi, rue de l'Écluse n°22 à 6000 Charleroi, la date fixée pour la mise en œuvre du permis au moins 15 jours avant celle-ci.

Art.11. Dispositions de l'art. 60 du décret :

Art. 60. § 1er. Lorsqu'un établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire du permis d'environnement ou, dans le cas d'un établissement de classe 3, par une personne autre que le déclarant, le cédant ou ses ayants droit et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

Le cessionnaire confirme par écrit, à cette occasion, avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement ou les conditions complémentaires éventuellement prescrites.

L'autorité compétente donne aussitôt acte de sa déclaration au cessionnaire et en informe le fonctionnaire technique.

§ 2. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, le cas échéant, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

§ 3. Le Gouvernement peut interdire ou soumettre à d'autres conditions la transmission des permis pour les établissements qu'il désigne.

§ 4. A l'occasion de tout acte translatif ou déclaratif de droits réels immobiliers sur l'établissement, tel que visé à l'article 1er de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, le notaire donne lecture du présent article aux parties présentes et en fait mention dans l'acte.

Art.12. La décision fait l'objet d'un avis affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique a été organisée.

En outre, il est procédé, de manière parfaitement visible, à l'affichage de l'avis à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage, et sur le bien concerné par le projet. Cet avis mentionne :

- a) l'objet et la teneur de la décision ;
- b) l'endroit ou les endroits où peut être consultée la décision ;
- c) les heures auxquelles la décision peut être consultée, et ce, au moins un jour ouvrable par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin sur rendez-vous. L'avis mentionne également que, lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier doit prendre rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet ;
- d) l'adresse de l'instance ou de l'autorité, désignée par le Gouvernement, auprès de laquelle les recours peuvent être introduits, ainsi que les formes et délais les régissant ;
- e) le droit de toute personne d'avoir accès au dossier dans les services de l'autorité compétente, conformément aux dispositions du titre Ier de la partie III du Livre Ier du Code de l'Environnement.

L'affichage est effectué par le collège communal dans les dix jours de l'adoption de la décision lorsque l'autorité qui a statué est la commune.

Art.13. Toute transformation ou extension de l'établissement qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement, lorsqu'elle entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou lorsqu'elle est de nature à aggraver directement ou indirectement des dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement ou lorsqu'elle accroît le nombre d'animaux faisant l'objet de l'établissement ou lorsqu'elle fait atteindre les seuils de capacité fixés par le Gouvernement,

et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

En ce qui concerne les établissements dans lesquels interviennent une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, les modifications du plan de surveillance faites par l'exploitant ainsi que celles approuvées ou apportées par l'Agence wallonne de l'air et du climat sont annexées au registre.

L'exploitant envoie par pli ordinaire, tous les ans à partir de la mise en œuvre du permis, une copie de la liste des transformations ou extensions de l'établissement intervenues au Fonctionnaire technique, au Collège communal et à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat si la transformation ou l'extension affecte une source d'émission de gaz à effet de serre.

Art.14. Modalités de recours à l'encontre de la décision :

Un recours est ouvert auprès du Gouvernement wallon, envoyé au Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège n°15 à 5100 Namur (Jambes), à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au Fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, l'envoi du recours se fait :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé,

dans un délai de vingt jours à dater :

- 1° soit, pour le demandeur et le Fonctionnaire technique, de la réception de la présente décision lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 35 du décret ;
- 2° soit, pour les personnes non visées au 1., du premier jour de l'avis visé aux articles D.29-22 et suivants du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours est établi au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Ce formulaire est disponible auprès du Service du Permis d'environnement de la Ville de Charleroi ou sur le site <https://www.wallonie.be/fr>, rubrique « Démarches ». Dans ce dernier cas, le formulaire doit néanmoins toujours être imprimé pour être envoyé selon les modalités décrites ci-dessus.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte IBAN : BE44 0912 1502 1545 BIC : GKCCBEBB du Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège n°15 à 5100 Namur (Jambes). Le requérant doit joindre une copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf quand il est introduit par le Fonctionnaire technique.

Art.15. La décision est envoyée au demandeur :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Une copie de la décision est envoyée selon les mêmes dispositions à l'instance suivante :

- 1° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département des Permis et Autorisations – Direction de Charleroi – Fonctionnaire technique.

Une copie de la décision est envoyée par pli ordinaire aux instances suivantes :

- 1° Service Public de Wallonie – Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie – Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme – Direction du Hainaut II – Fonctionnaire délégué.
- 2° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction de la Prévention des Pollutions.
- 3° Service Public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Police et des Contrôles – Direction de Charleroi.
- 4° Service Public de Wallonie – Mobilité et Infrastructures – Département des Routes du Hainaut et du Brabant wallon – Direction des Routes de Charleroi.
- 5° Province de Hainaut – Direction financière.
- 6° Zone de Secours Hainaut-Est.
- 7° Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Technique et Économiques (IGRETEC).
- 8° Fluxys.
- 9° SOWAER.

Tel qu'adopté par le Collège communal le **mardi 20 octobre 2020**

Par le Collège :

Le Directeur général,
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général



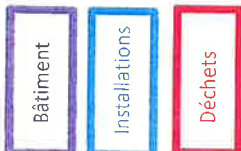
Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Eric GOFFART,
2ème Echevin

DEMANDE DE PERMIS D'ENVIRONNEMENT DE CLASSE 2

Organisation d'événements dans une partie du terminal
Sud de Brussels South Charleroi Airport

Légende :



Vu pour être annexé à la décision telle qu'adoptée par
le Collège communal le20.01.2020.....

PAR LE COLLEGE

Le Directeur général
Par délégation

Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L112-4 du CDLD
Eric GONFART
2ème Echevin

Frédéric FRAITURE
Inspecteur général

Plan descriptif de l'établissement –
Installations et dépôts

Date : Juin 2020

4a

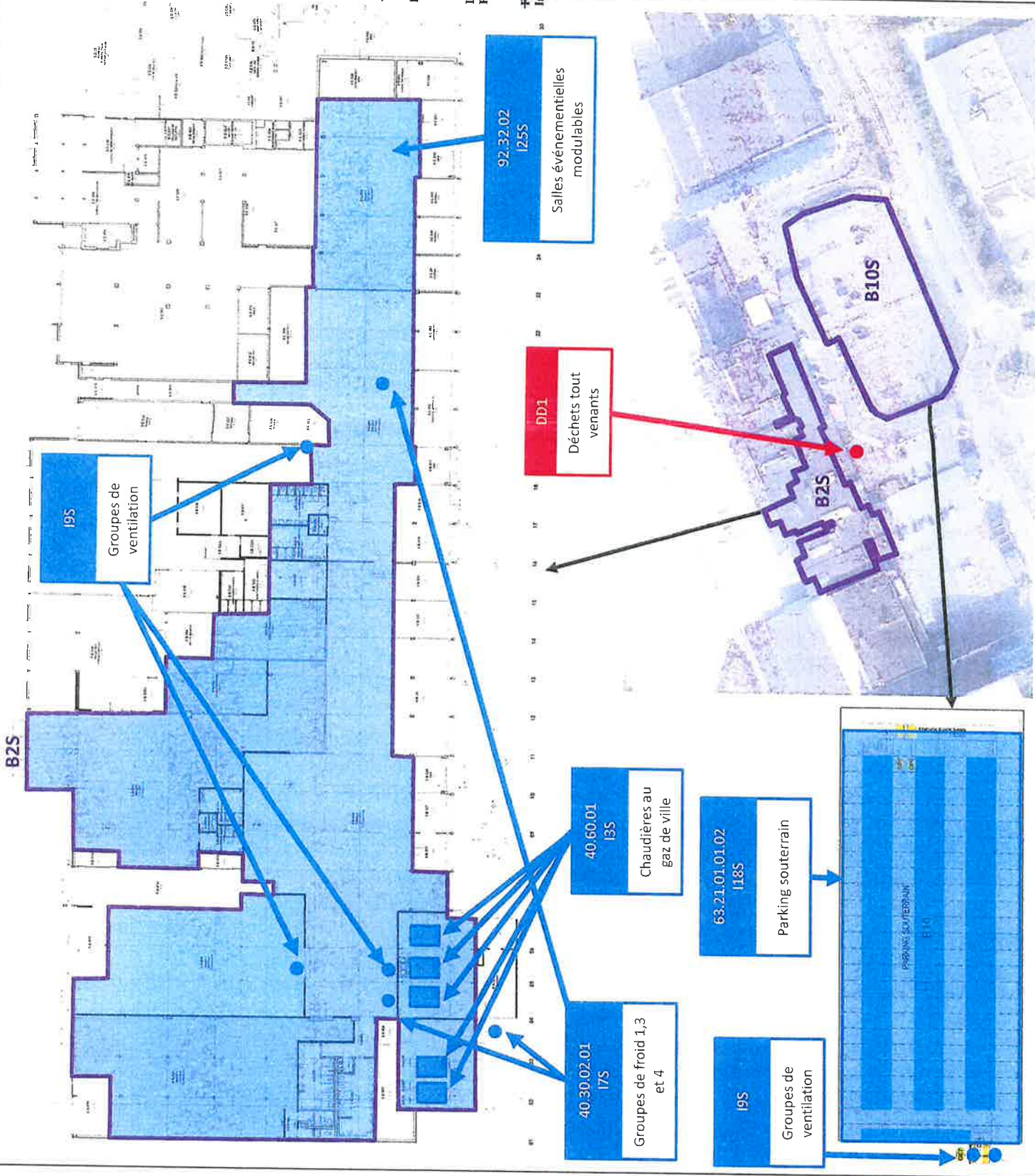
Demandeur:

Brussels South Charleroi Airport S.A.
Rue des Frères Wright 8
6041 Charleroi

Etude réalisée par:

etries
CONSULTANTS

Rue des Combattants 96 - 1301 Berghes
T : +32 (0) 10 330 120 F : +32 (0) 10 330 111
http://www.ariesconsultants.be



DEMANDE DE PERMIS D'ENVIRONNEMENT DE CLASSE 2

Organisation d'événements dans une partie du terminal
Sud de Brussels South Charleroi Airport

Légende :



Eaux usées

Eaux pluviales

Déversement des eaux

Rejet des eaux

Rejet atmosphérique

Vu pour être annexé à la décision telle qu'adoptée par
le Collège communal le20.01.2020.....

PAR LE COLLEGE

Le Directeur général
Par délégation
l'art. L1351.4 du CDLD

Frédéric FRAITURE
Inspecteur général

Eric GOFFART
2ème Echevin

Plan descriptif de l'établissement –
Rejets

Date : Juin 2020

4b

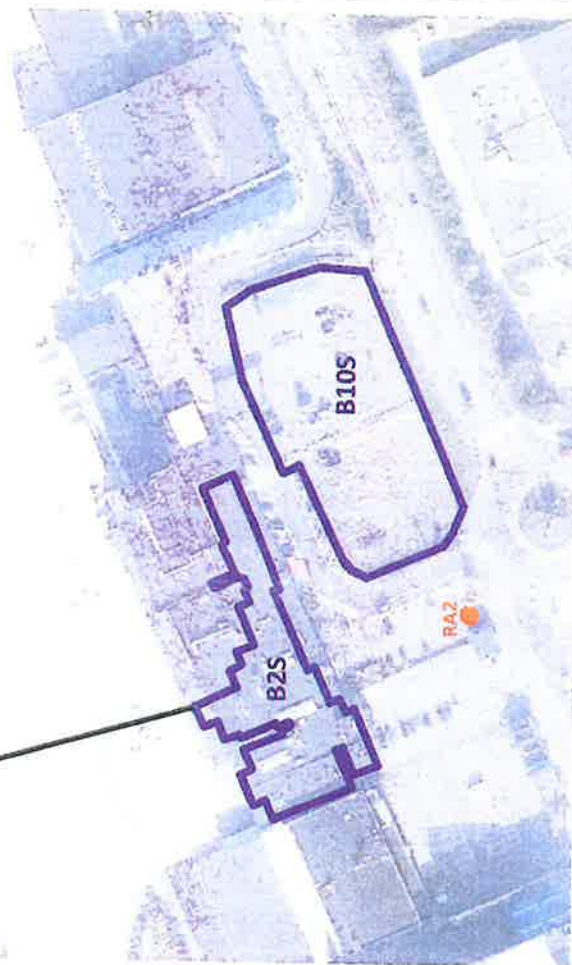
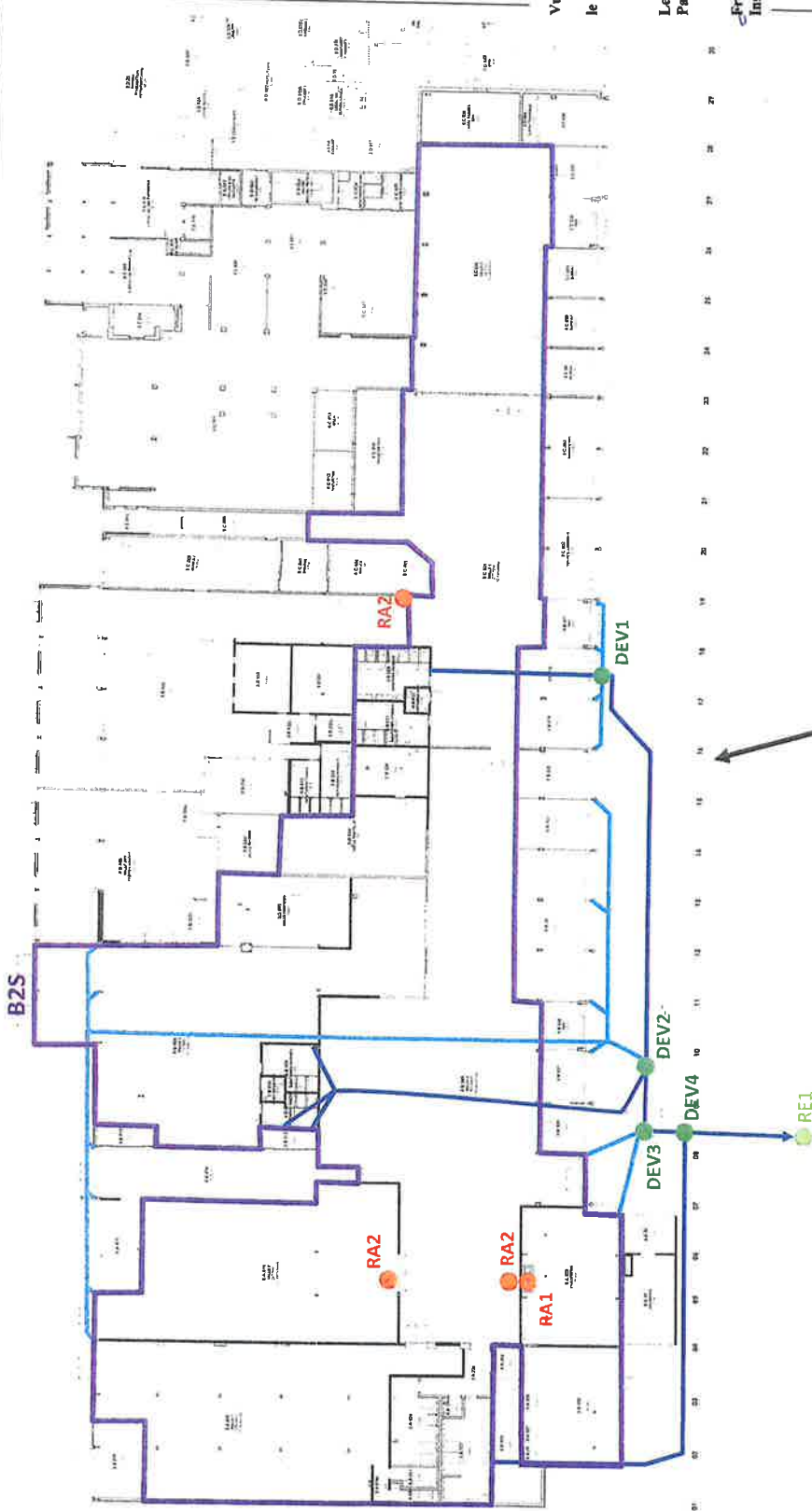
Demandeur:

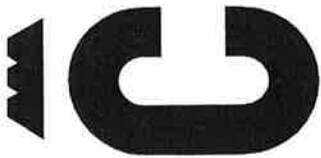
Brussels South Charleroi Airport S.A.
Rue des Freres Wright 8
6041 Charleroi

Etude réalisée par:

dries
CONSULTANTS

Rue des Combattants 98 - 1201 Brussels
T : +32 (0) 20 438 110 - F : +32 (0) 20 43 111
<http://www.artiscon.be>





CHARLEROI

Hôtel de Ville
Place Charles II - B-6000 Charleroi

AR



40

SA BROSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT

Ave des Frères Wright 8

6041 GOSSELIES



Partenaires pour le futur

26/10/20

01635090-A54



€

BDY

